



COMMISSION EUROPÉENNE
Direction générale de la concurrence

Politique et stratégie
Direction A

Appel à propositions 2015

FORMATION DES JUGES NATIONAUX AU DROIT DE LA CONCURRENCE DE L'UE ET COOPÉRATION JUDICIAIRE ENTRE JUGES NATIONAUX EN DROIT DE LA CONCURRENCE

1. Introduction

- 1.1 Le 17 octobre 2013, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le règlement (UE) n° 1382/2013 établissant un programme «Justice» pour la période 2014-2020. Un de ses objectifs spécifiques est de soutenir et de promouvoir la formation judiciaire, y compris la formation linguistique à la terminologie juridique, en vue de favoriser une culture juridique et judiciaire commune.
- 1.2 Le 30 mars 2015, la Commission européenne a adopté le programme de travail pour 2015 et le financement pour la mise en œuvre du programme «Justice»¹ qui prévoit la publication d'un appel à propositions pour soutenir les projets nationaux ou transnationaux de formation judiciaire en droit de la concurrence. Ainsi, des subventions peuvent être accordées afin de soutenir et de promouvoir la formation judiciaire, y compris la formation linguistique à la terminologie juridique, en vue de favoriser une culture juridique et judiciaire commune du droit de la concurrence.

Les actions prévues dans le domaine de la formation des juges nationaux et de la coopération judiciaire sont ci-après dénommées les «projets».
- 1.3 Les entités qui proposent ces projets sont ci-après dénommées les «demandeurs». Les demandeurs retenus qui bénéficient d'une subvention sont désignés comme les «bénéficiaires».

¹C(2015) 1997 final.

2. Objectifs

L'objectif du présent appel à propositions est de cofinancer des projets destinés à promouvoir la formation des juges nationaux et la coopération judiciaire entre ces juges dans le cadre de l'application des règles européennes en matière de concurrence. Cela inclut la mise en œuvre, par la sphère publique et par la sphère privée, des règles en matière d'ententes et d'abus de position dominante et des règles relatives aux aides d'État. L'objectif final est de garantir l'application cohérente du droit de la concurrence de l'UE par les juridictions nationales.

Les subventions au titre du présent appel cofinanceront des projets visant essentiellement à:

- s'assurer que les juridictions nationales appliquent les règles européennes en matière de concurrence de manière cohérente et uniforme, ce qui inclut les recours visant à garantir le respect des droits et obligations découlant des dispositions précitées;
- améliorer et encourager la coopération entre les juges nationaux dans le domaine du droit de la concurrence de l'UE, ce qui englobe l'application de mécanismes de coopération spécifiques entre les juges nationaux et les autorités de la concurrence [incluant la Commission européenne et les règles de coopération spécifiques prévues par le [règlement \(CE\) n° 1/2003](#) ou par le [règlement \(UE\) n° 734/2013](#)], ainsi que la mise en réseau des juges nationaux et les échanges entre ces juges;
- répondre aux besoins de formation spécifiques des juges qui suivront une formation (pour les projets concernant la formation des juges). Ces besoins de formation sont définis aussi bien en termes de contenus que de participants.

Ces objectifs seront servis au mieux par des projets qui mettent l'accent sur le rôle des juges nationaux dans l'application des règles de concurrence de l'UE, leurs besoins et leur milieu professionnel particuliers, et leurs connaissances et formation préalables. Des formations générales sur le droit de la concurrence sont moins appropriées dans le cadre de ces objectifs.

2.1 **Portée et résultats escomptés**

Les projets doivent remplir les objectifs susmentionnés et démontrer clairement leur valeur ajoutée pour l'UE. La valeur ajoutée européenne, y compris des actions menées à petite échelle et au niveau national, est évaluée à la lumière de critères tels que leur contribution à la mise en œuvre cohérente et uniforme du droit de l'Union et à une large sensibilisation du public aux droits qui en découlent, leur potentiel pour ce qui est de favoriser la confiance mutuelle entre les États membres et d'améliorer la coopération transfrontière, leur incidence transnationale, leur contribution à l'élaboration et la diffusion des meilleures pratiques ou leur potentiel pour ce qui est d'élaborer des outils et des solutions pratiques répondant à des défis transfrontières ou au niveau de l'Union.

Leur contenu doit être adapté aux besoins du public cible. Les projets doivent être mis au point selon des méthodes d'apprentissage ciblées sur la pratique et/ou des méthodes innovantes (notamment l'apprentissage mixte, l'apprentissage en ligne et les simulations). Les résultats des projets doivent avoir une portée large et un effet durable.

2.2 Public cible

Le public cible doit être composé de juges nationaux chargés d'affaires de concurrence au niveau national. Cela comprend également les procureurs, les juges nationaux stagiaires et le personnel auprès de juges ou de juridictions nationales des pays éligibles².

Le public cible tel que défini au premier paragraphe est dénommé ci-après «juges nationaux».

Les projets peuvent cibler un public d'un ou plusieurs pays éligibles. Toutefois, ils devraient être organisés de manière à produire des résultats ayant une valeur ajoutée européenne³ (voir le point 2.1).

La participation aux projets de juges nationaux issus de pays autres que les pays éligibles et de personnes autres que des juges nationaux est possible à condition qu'une part significative du public soit composée de juges nationaux tels que définis au premier paragraphe. En outre, les frais liés à leur participation ne peuvent pas être inclus dans les coûts éligibles.

3. Calendrier et budget disponible

	Étapes	Période indicative
a)	Publication de l'appel	28 septembre 2015
b)	Date limite de dépôt des demandes	29 janvier 2016
c)	Période d'évaluation	mars/avril 2016
d)	Information des demandeurs	mai/juin 2016
e)	Révision des budgets et signature des conventions de subvention	juin/juillet 2016
f)	Date de début de l'action/du programme de travail	août 2016
g)	Journée d'information à Bruxelles pour les candidats retenus	septembre 2016

Le budget total affecté au cofinancement des projets soumis dans le cadre du présent appel s'élève à 1 000 000 EUR.

² Aux fins du présent appel, le terme «pays éligibles» désigne les États membres de l'UE à l'exception du Danemark et du Royaume-Uni, puisque, comme il est indiqué aux considérants 34 et 35 du règlement (UE) n° 1382/2013, ces pays n'ont pas participé à l'adoption dudit règlement et ne sont donc pas liés par celui-ci, ni soumis à son application. Le programme est ouvert à la participation d'organisations des pays candidats, candidats potentiels ou en voie d'adhésion à l'Union, conformément aux conditions générales et aux principes généraux établis dans les décisions des conseils d'association et accords-cadres correspondants, ou dans des accords similaires conclus avec ces pays en ce qui concerne leur participation aux programmes de l'Union, mais ces pays doivent remplir des conditions spécifiques avant de pouvoir bénéficier d'un financement: ils doivent avoir signé un accord pour participer au programme et avoir contribué au budget de l'Union européenne.

³ Article 2 du règlement (UE) n° 1382/2013.

La subvention pouvant être accordée s'élève au maximum à 400 000 EUR et au minimum à 10 000 EUR.

La Commission se réserve le droit de ne pas distribuer tous les fonds disponibles.

4. Priorités

Les projets doivent être adaptés au public cible, sur la base d'une analyse préalable des besoins de formation. Les demandeurs doivent également envisager de différencier les contenus en fonction du niveau des juridictions nationales (première instance, cour d'appel, cour suprême, etc.) et en fonction de la nature des juridictions (administrative, civile, commerciale ou autre).

Les projets de formation doivent garantir la participation active des juges nationaux, en évitant par conséquent les enseignements purement magistraux.

L'environnement dans lequel a lieu la formation participative des juges nationaux doit être suffisamment sécurisé pour que les participants puissent échanger librement leurs points de vue et leurs expériences et apprendre les uns des autres, sans surveillance ou ingérence extérieures. Idéalement, les projets de formation s'adresseront donc exclusivement à des juges nationaux.

Les demandeurs doivent indiquer clairement quelles sont les priorités, parmi celles mentionnées ci-dessous, qui sont prises en compte dans leur proposition. Il convient que les projets portent sur l'une au moins de ces priorités. Les projets peuvent toucher à plus d'un domaine d'intervention mais doivent indiquer clairement la **priorité principale** et la **priorité secondaire**.

Les propositions qui ne correspondent à aucune des priorités mentionnées ci-dessous peuvent malgré tout être éligibles, mais obtiendront 0 point au titre du critère d'attribution 1.c). Par exception à cette règle, l'ordonnateur peut, sur proposition du comité d'évaluation, décider que le thème ou l'activité proposé(e) est à considérer comme une priorité (besoin particulier dans un État membre, par exemple). Dans ce cas, un maximum de 10 points pourra être attribué au titre du critère 1.c).

DOMAINE 1: amélioration de la connaissance, de l'application et de l'interprétation du droit de la concurrence de l'UE

Ces projets devraient consister en des activités de formation telles que des conférences, des séminaires, des ateliers, des colloques, etc., ainsi que des cours de formation de courte ou de longue durée portant sur le droit européen de la concurrence. Les projets relevant de cette priorité devraient plutôt être orientés vers des formations avancées destinées aux juges nationaux. Les formations de base ne seront financées que dans des cas dûment justifiés (par exemple, pour des juges nationaux servant dans un tribunal nouvellement mis en place).

Dans ce domaine, l'appel de 2015 est axé sur les priorités suivantes:

Priorité n° 1: dans le cadre de la modernisation de la politique de l'UE en matière d'aides d'État et des nouvelles compétences d'exécution dévolues aux juridictions nationales, l'organisation d'actions de formation centrées sur les **aides d'État** est fortement recommandée.

Les demandeurs sont invités à choisir au moins 2 des 4 thèmes énumérés ci-dessous:

- a) la notion d'aide (y compris la méthode de financement des aides par des taxes parafiscales et les services d'intérêt économique général⁴);
- b) les règlements adoptés dans le cadre de la modernisation de la politique en matière d'aides d'État, à savoir principalement le règlement «de minimis»⁵ et le règlement général d'exemption par catégorie⁶;
- c) le rôle des juridictions nationales dans l'application de la législation sur les aides d'État (sur la base de la communication relative à l'application des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales et de la communication sur la récupération des aides d'État⁷);
- d) les demandes de mesures provisoires introduites devant les juridictions et leur interaction avec les procédures juridictionnelles de l'UE.

Priorité n° 2: activités de formations centrées sur la **directive 2014/104 relative aux actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles concernant les ententes et les abus de position dominante**⁸. La transposition de cette directive dans l'ordre juridique national devrait être réalisée pour le 26 décembre 2016 au plus tard. L'objectif des projets concernés serait de permettre aux juges nationaux d'être prêts à appliquer ces nouvelles règles internes dès leur entrée en vigueur.

Les demandeurs sont invités à choisir au moins 2 des 5 thèmes énumérés ci-dessous:

⁴ Le cadre juridique relatif aux services d'intérêt économique général comprend les instruments suivants: la communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général (JO C 8 du 11.1.2012, p. 4); la décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (JO L 7 du 11.1.2012, p. 3); la communication de la Commission «Encadrement de l'Union européenne applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public» (JO C 8 du 11.1.2012, p. 15); le règlement de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (JO L 114 du 26.4.2012, p. 8).

⁵ Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (JO L 352 du 24.12.2013, p. 1).

⁶ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (JO L 187 du 26.6.2014, p. 1).

⁷ Vers une mise en œuvre effective des décisions de la Commission enjoignant aux États membres de récupérer les aides d'État illégales et incompatibles avec le marché commun (JO C 272 du 15.11.2007, p. 4).

⁸ Directive 2014/104/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne (JO L 349, p. 1), consultable à l'adresse http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv%3AAOJ.L_.2014.349.01.0001.01.FRA

- a) la divulgation des preuves dans le cadre des procédures relatives à des actions en dommages et intérêts;
- b) la répercussion des surcoûts et l'interaction entre des actions en dommages et intérêts relatives à une même infraction, mais intentées par des parties lésées situées à différents niveaux de la chaîne économique;
- c) la quantification du préjudice causé par des pratiques anticoncurrentielles dans le cadre d'actions en dommages et intérêts, y compris l'application des méthodes de quantification définies dans le guide pratique de la Commission concernant la quantification du préjudice causé par des pratiques anticoncurrentielles⁹;
- d) l'interaction entre la mise en œuvre du droit de la concurrence par la sphère publique et son application par la sphère privée, l'accent étant mis à la fois sur les interactions positives (comment les requérants peuvent-ils bénéficier de l'action coercitive des autorités de la concurrence?) et sur les mesures destinées à éviter les interactions négatives (par exemple, la limitation de la divulgation des preuves et de la responsabilité solidaire);
- e) la gestion des dossiers et les bonnes pratiques en ce qui concerne les questions de compétence et de droit applicable et la résolution des cas dans lesquels il existe des procédures parallèles ou successives dans différents États membres.

Priorité n° 3: activités de formation axées sur des **principes économiques sous-jacents au droit de la concurrence**. Les formations devraient être axées sur la pratique et comporter des études de cas réels.

Les demandeurs sont invités à choisir au moins 2 des 4 thèmes ci-dessous:

- a) les principes économiques de base (tels que l'offre et la demande, l'analyse des coûts, les effets de substitution et les interactions stratégiques dans différents environnements concurrentiels), afin que les juges nationaux soient dotés d'outils utiles avant de se plonger dans la matière;
- b) le raisonnement économique applicable à des questions fondamentales en matière de concurrence, telles que la définition du marché, le pouvoir de marché, les restrictions verticales, etc., afin que les participants acquièrent les compétences nécessaires pour traiter des cas réels de manière autonome;
- c) la quantification des dommages et intérêts et l'optimisation des amendes, méthodes et principes;

⁹ http://ec.europa.eu/competition/antitrust/actionsdamages/quantification_guide_fr.pdf

- d) l'appréciation des éléments de preuve économiques dans le cadre de litiges, y compris une étude des méthodes d'estimation (qualitatives et quantitatives) utilisées à l'heure actuelle, mettant en avant leurs avantages et leurs limites ainsi que l'importance d'obtenir des résultats cohérents, fiables et reproductibles.

DOMAINE 2: développement des compétences linguistiques des juges nationaux dans le domaine juridique

Le développement des compétences linguistiques peut constituer l'objet principal d'un programme de formation (10 points) ou être inclus en tant qu'activité auxiliaire (5 points) dans des programmes de formation relevant des domaines 1 et 3.

Priorité n° 4: les projets devraient proposer des activités de formation linguistique juridique portant sur la terminologie spécifique utilisée dans l'application du droit de la concurrence. Ces projets devraient tendre avant tout à éliminer les barrières géographiques et linguistiques, au profit de la création d'un espace judiciaire européen commun.

DOMAINE 3: amélioration et/ou création de coopérations ou de réseaux

L'amélioration et/ou la création de coopérations ou de réseaux peut constituer l'objet principal d'un programme de formation (10 points) ou être inclus en tant qu'activité auxiliaire (5 points) dans des programmes de formation relevant des domaines 1 et 2. Seuls les projets visant principalement à l'amélioration et/ou à la création de coopérations ou de réseaux entre les juges nationaux de plus d'un État membre de l'UE seront considérés comme relevant du domaine 3. Il est toutefois fortement recommandé que les programmes de formation relevant des domaines 1 et 2 comportent des activités favorisant la coopération et la création de réseaux entre les juges.

Priorité n° 5: encourager la coopération entre les juges nationaux et/ou entre les juges nationaux et la Commission (par exemple, demandes d'avis/d'information) dans le domaine des aides d'État¹⁰ et/ou des procédures relatives à des ententes ou des abus de position dominante. Les projets peuvent également porter sur la diffusion de connaissances relatives aux outils de coopération existants en vertu de l'article 15 du règlement n° 1/2003 et de la communication relative à la coopération avec les juridictions nationales¹¹, et/ou sur la mise en place de nouveaux cadres de coopération.

Priorité n° 6: les projets concernés devraient porter sur la création, le renforcement et/ou l'interconnexion de bases de données ou d'outils web ayant une pertinence dans le contexte transfrontière de l'UE, visant à susciter ou à renforcer la coopération et à diffuser des informations entre les juges nationaux aux niveaux interne et européen, ou à faciliter la gestion d'affaires de concurrence transfrontières complexes.

Répartition de la contribution financière entre les différentes priorités et attribution des points

¹⁰ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A52009XC0409%2801%29>

¹¹ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A52004XC0427%2803%29>

Au moment de décider de l'octroi des subventions, un juste équilibre entre les priorités sera recherché. C'est pourquoi la Commission financera au moins deux projets¹² pour chacun des trois domaines indiqués ci-dessus (à titre de priorité principale). Priorité sera accordée aux projets qui ne se contentent pas de reproduire globalement ou partiellement du matériel de formation/des projets existants ou futurs, mais qui apportent un plus ou sont innovants. Voir également le tableau d'attribution des points relatifs au critère 1.c) figurant en annexe.

5. Critères d'admissibilité

Les propositions doivent être envoyées au plus tard à la date limite de présentation fixée au point 8.

Les propositions doivent être introduites par écrit et envoyées par voie postale (voir le point 8), à l'aide du formulaire de demande de subvention et ses annexes disponibles à l'adresse http://ec.europa.eu/competition/calls/proposals_open.html.

Le non-respect de ces exigences entraînera le rejet de la demande.

6. Critères d'éligibilité, d'exclusion, de sélection et d'attribution

6.1 Critères d'éligibilité

Les projets doivent:

- a) être présentés par des autorités, des organisations publiques ou privées régulièrement constituées dans l'un des pays éligibles, ou par une organisation internationale. Les organisations de pays tiers peuvent participer en qualité de partenaires associés, mais ne sont pas autorisées à soumettre des projets ou à être codemandeurs (cobénéficiaires). Les organismes à but lucratif doivent présenter des demandes en partenariat avec des organismes à but non lucratif ou publics. Les organismes créés par l'Union européenne relevant de l'article 208 du règlement financier¹³ ne sont pas autorisés à demander une subvention mais ils peuvent être associés à la demande. Toutefois, leurs coûts ne peuvent être cofinancés au moyen de la subvention;
- b) cibler les membres du groupe cible tel que défini au point 2.2 du présent appel à propositions;
- c) faire appel à une subvention de l'UE qui ne peut être ni inférieure à 10 000 EUR ni supérieure à 400 000 EUR;

¹² S'il existe suffisamment de demandes à cet effet.

¹³ Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:298:0001:0096:FR:PDF>. Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:362:FULL:FR:PDF#page=3>.

- d) avoir une date d'achèvement ou de démarrage postérieure à la date de présentation de la demande de subvention.

6.2 Critères d'exclusion

6.2.1 Exclusion de la participation

Sont exclus de la participation au présent appel à propositions, les demandeurs:

- a) qui sont en état ou font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou qui sont dans une situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations et réglementations nationales;
- b) qui ont eux-mêmes ou dont les personnes ayant sur eux un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle ont fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente d'un État membre ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle;
- c) qui ont, en matière professionnelle, commis une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier, y compris par une décision de la BEI ou d'une organisation internationale;
- d) qui n'ont pas respecté leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où ils sont établis ou celles du pays de l'ordonnateur régional ou encore celles du pays où la convention de subvention doit s'exécuter;
- e) qui ont eux-mêmes ou dont les personnes ayant sur eux un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle ont fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, si ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers de l'Union;
- f) qui font actuellement l'objet d'une sanction administrative visée à l'article 109, paragraphe 1, du règlement financier.

6.2.2 Exclusion de l'attribution

Les demandeurs ne pourront recevoir aucune aide financière si, au cours de la procédure d'octroi de subventions:

- g) ils se trouvent en situation de conflit d'intérêts;
- h) ils commettent de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par la Commission européenne pour leur participation à la procédure d'octroi de subventions, ou s'ils ne fournissent pas ces renseignements;
- i) ils se trouvent dans une situation d'exclusion visée au point 6.2.1.

Des sanctions administratives et financières peuvent être prises à l'encontre des demandeurs, ou de leurs entités affiliées le cas échéant, qui se seraient rendus coupables d'une présentation erronée des faits.

Les demandeurs doivent signer une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations visées au point 6.2, en complétant le formulaire de demande qui accompagne l'appel à propositions, disponible sur notre site internet (http://ec.europa.eu/competition/calls/proposals_open.html). La certification n'est pas nécessaire pour les subventions de faible valeur ($\leq 60\,000$ EUR).

6.3 Critères de sélection

Les propositions qui satisfont aux critères d'éligibilité et échappent aux critères d'exclusion seront évaluées sur la base de la capacité financière et opérationnelle.

6.3.1 Capacité financière¹⁴

Le demandeur doit disposer de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir son activité pendant toute la durée du projet et pour participer à son financement. La capacité financière sera évaluée sur la base des documents suivants, qui seront joints à la demande (la vérification de la capacité financière ne s'applique pas aux organismes publics ou aux organisations internationales):

- a) pour les subventions de faible valeur ($\leq 60\,000$ EUR): une déclaration sur l'honneur;
- b) pour les subventions $> 60\,000$ EUR: une déclaration sur l'honneur et

SOIT

le compte de résultat, le bilan du dernier exercice pour lequel les comptes ont été clôturés;

SOIT

le plan d'affaires pour les entités récemment créées.

Sur la base de ces documents, si la Commission européenne estime que la capacité financière n'est pas prouvée de manière satisfaisante, elle peut:

- demander des informations complémentaires;
- proposer une convention de subvention sans préfinancement;
- proposer une convention de subvention avec préfinancement versé par tranches;
- proposer une convention de subvention avec préfinancement couvert par une garantie bancaire¹⁵;
- rejeter la demande.

¹⁴ Article 131, paragraphe 3, et article 132, paragraphe 1, du règlement financier, et article 202 des règles d'application.

¹⁵ Article 134 du règlement financier et article 206 des règles d'application.

6.3.2 Capacité opérationnelle¹⁶

Les demandeurs doivent avoir les compétences professionnelles et les qualifications nécessaires pour mener à bien le projet ou le programme de travail. Ils doivent présenter une déclaration sur l'honneur et les pièces justificatives suivantes:

- les rapports d'activité de l'organisation (le cas échéant);
- une brève description des compétences/ressources professionnelles existantes qui seront utilisées pour mettre en œuvre le projet **et/ou** le curriculum vitæ des personnes principalement responsables de la gestion et de la mise en œuvre de l'opération;
- une liste exhaustive des projets et activités exécutés précédemment, et qui présentent un lien avec le domaine d'un appel donné, ou avec les actions à mener;
- un inventaire des ressources naturelles ou économiques liées au projet.

6.4 Critères d'attribution

Seules les propositions qui satisfont aux critères de sélection précités feront l'objet d'une évaluation. Les critères d'attribution visent à garantir que les projets ayant une qualité intrinsèque élevée soient sélectionnés, et qu'ils répondent, dans toute la mesure du possible, aux objectifs et priorités du présent appel selon un rapport coût-efficacité satisfaisant. Il convient de rechercher des synergies avec d'autres instruments et programmes de l'UE et d'éviter les chevauchements et les doubles emplois avec des actions en cours. Tous les projets seront évalués au regard des critères exposés ci-après.

1) **La pertinence par rapport aux objectifs et aux priorités de l'appel (30 points)**

- a) La mesure dans laquelle la proposition correspond aux objectifs de l'appel (10 points)
- b) La mesure dans laquelle la proposition correspond à l'exigence de valeur ajoutée européenne invoquée au point 2.1 (5 points)
- c) La mesure dans laquelle la proposition correspond à l'une des principales priorités fixées dans l'appel et est adaptée aux besoins des juges nationaux (par rôle, fonction et ancienneté) (10 points) ainsi que, le cas échéant, la mesure dans laquelle elle correspond à une priorité secondaire (5 points).

2) **La qualité intrinsèque du projet en ce qui concerne sa conception, sa présentation, son organisation et sa mise en œuvre (30 points)**

- a) La méthodologie (approche, détails et spécificités des activités prévues, qualité des orateurs, systèmes de contrôle, stratégies de commercialisation, etc.) et les délais conviennent-ils pour atteindre les résultats escomptés du projet? (10 points)
- b) Les activités prévues sont-elles bien conçues pour le public visé? (10 points)

¹⁶ Article 131, paragraphe 3, du règlement financier et article 202 des règles d'application.

c) Dans quelle mesure la conception des projets permet-elle d'atteindre ses objectifs (répartition équilibrée des tâches, meilleur choix d'experts, etc.)? (10 points)

3) La portée géographique du projet en ce qui concerne les partenaires, les participants et le groupe cible (10 points)

a) Quelle est l'incidence géographique – en termes de résultats escomptés – du projet (diversité des nationalités concernées sous l'angle des participants, du groupe cible et/ou du partenariat)? (5 points)

b) Des points supplémentaires seront attribués aux projets impliquant des nationalités ayant moins bénéficié de projets précédents financés au titre de la formation des juges nationaux au droit de la concurrence¹⁷. (5 points)

4) Les résultats escomptés, la diffusion et la durabilité (10 points)

a) Les résultats escomptés sont-ils réalisables et pertinents? (5 points)

b) Des mesures efficaces sont-elles prévues pour assurer une diffusion/un partage adéquat des résultats en temps utile? Les résultats sont-ils susceptibles d'avoir un impact durable? (5 points)

5) Le rapport coût/efficacité (20 points)

a) Le budget prévisionnel est-il raisonnable compte tenu des résultats escomptés et au regard du coût par jour d'un juge formé? (10 points)

b) Les coûts alloués à chaque section du budget représentent-ils un bon rapport qualité-prix par rapport au prix moyen du marché? (10 points)

Pour pouvoir bénéficier de l'attribution, le projet doit obtenir au moins 50 % des points disponibles pour les critères 1, 2 et 5, et au moins 60 points sur 100.

Au cours de la procédure d'évaluation, la Commission peut demander des documents ou des éclaircissements complémentaires, y compris un dialogue avec le demandeur au sujet d'ajustements techniques et financiers éventuellement nécessaires. Une fois que la procédure d'évaluation est terminée et que la Commission a adopté sa décision, cette dernière informe chaque demandeur de la décision finale qui a été arrêtée ainsi que des étapes suivantes. La Commission engage ensuite les procédures, y compris la révision des budgets (s'il y a lieu), en vue de la préparation des conventions de subvention.

¹⁷ Pour connaître le nombre de juges formés par nationalité, consultez notre site internet à l'adresse http://ec.europa.eu/competition/calls/proposals_open.html.

7. Dispositions financières¹⁸

- 7.1 Lorsqu'ils mettent en œuvre leurs projets, les bénéficiaires sont tenus de se conformer au règlement financier, et notamment au titre VI de la première partie, et à ses règles d'application de 2012¹⁹.
- 7.2 La subvention accordée au titre du programme ne doit pas couvrir l'intégralité du coût de l'action: la contribution de l'UE est limitée à un maximum de 80 % du coût total éligible de l'action, et à un maximum de 90 % dans des cas exceptionnels dûment justifiés, notamment pour les entités européennes, nationales ou infranationales créées dans le but spécifique de former des juges nationaux; les associations européennes, nationales ou infranationales de juges spécialisés dans le droit de la concurrence; les demandeurs originaires d'États membres de l'UE qui bénéficient d'une aide financière ou font l'objet d'une surveillance (Chypre, Espagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Portugal et Roumanie).
- Par conséquent, une part de 20 % (et, dans les cas exceptionnels, de 10 %) au moins du coût total éligible doit être couverte par le demandeur, ses partenaires ou un autre bailleur de fonds.
- 7.3 Non-cumul: le cofinancement d'un projet au titre du présent programme ne peut se cumuler avec un autre cofinancement relevant d'un autre programme financé par le budget général de l'Union européenne.
- 7.4 Le projet doit avoir une date d'achèvement ou de démarrage postérieure à la date de présentation de la demande de subvention.
- 7.5 Les contributions en nature ne peuvent être incluses dans le budget du projet en tant que dépenses et ne sont pas acceptées en tant que cofinancement, sauf si elles entrent dans la catégorie prévue au considérant 7 du règlement n° 1382/2013²⁰.
- 7.6 Les règles relatives aux coûts éligibles sont décrites dans les conditions générales du projet de convention de subvention joint au présent appel à propositions.
- 7.7 Pour les activités pouvant être exercées à la fois par des organes et des entités publics et par des organes et entités privés, la TVA non déductible acquittée par des organes et des entités publics doit être éligible, dans la mesure où elle est versée pour la mise en œuvre d'activités,

¹⁸ Des dispositions complémentaires figurent dans le modèle de convention de subvention disponible sur notre site internet http://ec.europa.eu/competition/calls/proposals_open.html.

¹⁹ Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:298:0001:0096:FR:PDF>. Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:362:FULL:FR:PDF#page=3>.

²⁰ «L'Union devrait faciliter les activités de formation sur la mise en œuvre du droit de l'Union en considérant les salaires des magistrats et personnels de justice qui y participent qui sont à la charge des autorités des États membres, comme des coûts éligibles ou comme un cofinancement en nature, conformément au règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil (ci-après dénommé le "règlement financier")».

telles que des activités de formation ou de sensibilisation, qui ne peuvent être considérées comme relevant de l'exercice de la puissance publique.

- 7.8 Le demandeur doit présenter un budget prévisionnel équilibré libellé en euros, indiquant les sources de cofinancement autres que le budget de l'UE.
- 7.9 Les frais d'hébergement et les repas/rafraîchissements seront remboursés sur la base des coûts unitaires, dont les montants sont établis par la décision C(2008) 6215 de la Commission. Un taux journalier de 50 % s'appliquera aux séminaires d'une demi-journée.
- 7.10 Le bénéficiaire (ou les cobénéficiaires en cas de bénéficiaires multiples) est le responsable auquel la subvention sera versée. Tous les coûts doivent être supportés par le bénéficiaire pour être éligibles. Les services/biens doivent être commandés par le bénéficiaire et les factures établies à son nom. Si les services/biens sont commandés et acquittés par des partenaires, ils sont considérés comme des contributions en nature et ne peuvent donc être inclus dans les coûts éligibles.
- 7.11 Les projets ne peuvent avoir pour objet ou pour effet de donner lieu à profit. Par «profit», on entend l'excédent éventuel de l'ensemble des recettes réelles du projet par rapport à l'ensemble des coûts réels. Un profit constaté donnera lieu à une réduction équivalente du montant final de la subvention. Cette disposition ne s'applique pas aux subventions de faible valeur ($\leq 60\,000$ EUR).
- 7.12 La Commission peut accorder une subvention moins importante que le montant demandé. Si le montant accordé par la Commission est inférieur à l'aide sollicitée par le demandeur, il appartient à ce dernier de trouver les moyens supplémentaires nécessaires ou de réduire le coût total du projet afin d'assurer sa viabilité sans en altérer les objectifs ni le contenu. Dans d'autres cas, il peut être décidé de n'accorder une aide que pour une partie de l'action envisagée. Le double financement d'un même projet par la Commission européenne est interdit.
- 7.13 Le montant accordé par la Commission est proportionnel au coût total estimé du projet et sera réduit en conséquence si le total des coûts réels est inférieur au total des coûts estimés.
- 7.14 Les subventions octroyées feront l'objet d'une convention écrite fixant notamment les modalités de remboursement d'un pourcentage déterminé des coûts éligibles réellement exposés. Une convention de subvention adaptée sera utilisée, selon qu'il y aura un ou plusieurs bénéficiaires. Cette convention constitue un accord-type, dont les clauses ne peuvent être ni modifiées, ni renégociées.
- 7.15 Conditions de paiement: en règle générale, la subvention de la Commission est versée en deux tranches: un préfinancement (pouvant atteindre **50 %** du montant total de la subvention) à la signature de la convention de subvention si le bénéficiaire en fait la demande, et le solde dès réception et approbation par la Commission du rapport final et du décompte final du projet.

8. Dépôt des demandes

- 8.1 Les demandes doivent être introduites à l'aide du formulaire de demande standard accompagné des annexes requises énumérées dans sa partie F.
- 8.2 La demande doit être signée par la personne habilitée à engager juridiquement le demandeur.
- 8.3 Les formulaires peuvent être téléchargés sur le site suivant:
http://ec.europa.eu/competition/calls/proposals_open.html
- Service d'assistance: toute question relative au présent appel à propositions peut être adressée par courrier électronique à l'adresse COMP-TRAINING-JUDGES@ec.europa.eu.
- 8.4 Les demandes dûment complétées (**y compris tous les documents spécifiés dans l'annexe «Liste de contrôle à l'intention des demandeurs»**), datées et signées, doivent être présentées en double exemplaire (un original signé et une copie sous format électronique) **au plus tard le vendredi 29 janvier 2016 par courrier ou par courrier express**, le cachet de la poste ou l'accusé de réception du service de courrier express faisant foi.

Adresse en cas d'envoi par courrier postal:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence – Unité A.4
HT.4582 - FORMATION DES JUGES CFP 2015
MADO 20/043
1049 Bruxelles
Belgique

Adresse en cas de remise en main propre ou d'envoi par courrier express:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence – Unité A.4
HT.4582 - FORMATION DES JUGES CFP 2015
Avenue du Bourget, 1
1140 Evere
Belgique

Veillez à ce que la mention **«APPEL À PROPOSITIONS – À NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER!»** figure clairement sur l'enveloppe.

- 8.5 Les demandes peuvent être introduites dans l'une des langues officielles de l'Union européenne, mais de préférence en anglais, à l'aide du formulaire de demande. Si la demande est introduite dans une autre langue que l'anglais, un résumé en anglais doit être joint.
- 8.6 Les demandeurs seront informés dans les meilleurs délais des résultats de l'évaluation de leur projet. Ils doivent toutefois savoir que l'ensemble de la procédure d'octroi de la

subvention peut durer **de 9 à 12 mois** à compter de la date de publication de l'appel à propositions.

9. Réunion de démarrage

Le budget de la proposition doit inclure les frais de voyage à destination et au départ de Bruxelles et 1 nuitée (s'il y a lieu) pour un ou deux représentants de l'organisation de coordination (dont au minimum le coordinateur du projet, mais de préférence également le coordinateur financier, sauf s'il s'agit de la même personne). Ces frais ont pour objectif de permettre aux demandeurs retenus de participer à la réunion de lancement, d'une durée d'une journée, consacrée à la gestion du projet, aux aspects administratifs et aux rapports obligatoires.

10. Période de mise en œuvre des projets et autres modalités

10.1 La durée maximale des projets est de 24 mois.

10.2 Le projet de convention de subvention ne devient juridiquement contraignant qu'après avoir été contresigné par la Commission.

10.3 Lorsque le projet est terminé et dans un délai à préciser dans la convention de subvention, le bénéficiaire adressera à la Commission, à l'adresse mentionnée ci-dessus, un **rapport final** sur le projet, composé d'un **rapport technique et financier final**, accompagné de la **demande de paiement du solde**. Le rapport final fera notamment état des obstacles éventuellement rencontrés, de l'évaluation fournie par les participants (par exemple, au moyen de formulaires les invitant à faire part de leurs commentaires), des résultats obtenus, de leur diffusion et des conclusions qu'il convient d'en tirer.

10.4 Les bénéficiaires peuvent être invités à mettre les résultats à la disposition de la Commission sous une forme exploitable permettant leur diffusion et libre de droits d'auteur: manuels, publications, logiciels, sites internet, etc.

11. Publicité

11.1 Toutes les subventions octroyées au cours d'un exercice doivent être publiées sur le site internet des institutions de l'Union au cours du premier semestre suivant la clôture de l'exercice budgétaire au titre duquel elles ont été accordées. L'information peut également être publiée par un autre moyen approprié, y compris le Journal officiel de l'UE. La Commission publiera les informations suivantes:

- nom et adresse du bénéficiaire,
- objet de la subvention et note finale,
- montant octroyé.

À la requête, motivée et dûment justifiée, du bénéficiaire²¹ au moment de la demande, il sera renoncé à la publication si cette divulgation d'informations est de nature à mettre en

²¹ Article 35 et article 128, paragraphe 3, du règlement financier, et articles 21 et 191 des règles d'application.

péril les droits et libertés des personnes concernées, consacrés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ou à nuire aux intérêts commerciaux des bénéficiaires.

- 11.2 Les bénéficiaires doivent mentionner clairement la contribution de l'Union européenne dans toutes leurs publications et à l'occasion d'activités pour lesquelles la subvention est utilisée. À cet égard, ils sont tenus de faire apparaître de manière bien visible le nom et l'emblème de la Commission européenne sur toutes leurs publications, affiches, programmes et autres produits réalisés dans le cadre du projet cofinancé.

Pour ce faire, ils doivent utiliser le texte, l'emblème et la clause de non-responsabilité disponibles à l'adresse suivante: http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/flag/index_fr.htm.

Si ces modalités ne sont pas pleinement respectées, le bénéficiaire peut voir sa subvention réduite conformément aux dispositions de la convention de subvention ou de la décision de subvention. Il devra également adresser un questionnaire d'évaluation à tous les participants au projet, dont les réponses seront communiquées à la direction générale de la concurrence de la Commission européenne.

12. Protection des données

Le fait de répondre à un appel à propositions implique l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel telles que le nom, l'adresse ou le CV. Ces données sont traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les questions et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires à l'évaluation de la demande, conformément aux spécifications de l'appel à propositions. Elles seront traitées uniquement à cette fin par la direction Greffe et ressources de la direction générale de la concurrence en qualité de responsable du traitement des données. Des renseignements détaillés concernant le traitement réservé aux données à caractère personnel figurent dans la déclaration de confidentialité consultable à l'adresse http://ec.europa.eu/dataprotectionofficer/privacystatement_publicprocurement_en.pdf.

Les données à caractère personnel peuvent être enregistrées par le comptable de la Commission soit uniquement dans le système d'alerte précoce (SAP), soit à la fois dans le SAP et dans la base de données centrale sur les exclusions (BDCE), si le bénéficiaire se trouve dans l'une des situations visées par:

- la décision 2008/969 de la Commission du 16 décembre 2008 relative au système d'alerte précoce (pour de plus amples informations, consultez la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée à l'adresse http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/legal_entities/legal_entities_fr.cfm), ou

- le règlement (CE, Euratom) n° 1302/2008 de la Commission du 17 décembre 2008 relatif à la base de données centrale sur les exclusions (pour de plus amples informations,

consultez la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée à l'adresse: http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_fr.cfm).

13. Plaintes auprès du Médiateur européen

À tous les stades du traitement administratif des dossiers de subventions, lorsque les personnes ou entités concernées estiment qu'il y a eu mauvaise administration, elles peuvent, indépendamment de toute autre voie de recours, déposer une plainte auprès du Médiateur européen, conformément à l'article 228, paragraphe 1, du TFUE et dans les conditions prévues par la décision du Parlement européen du 9 mars 1994 concernant le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions du Médiateur, publiée au Journal officiel L 113 du 4 mai 1994.